



PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale
des territoires

ARRETÉ

relatif à la régulation du grand cormoran pour la saison 2013-2014 dans le département du Loiret

*Le Préfet du Loiret,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU la Directive n°79/409/CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 411-1, L. 411-2, R. 331-85, R.411-1 à R. 411-14 ;

VU l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté du 26 novembre 2010 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*Phalacrocorax carbo sinensis*) ;

VU l'avis du comité de suivi des grands cormorans qui s'est réuni le 26 juin 2013 à la direction départementale des territoires du Loiret ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au grand cormoran sur les piscicultures extensives en étangs ;

Considérant les risques présentés par la prédation du grand cormoran pour les populations de poissons menacées ;

Considérant qu'il convient de prévenir l'installation des grands cormorans pré-hivernants à proximité des piscicultures ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} –

Pour prévenir des dégâts aux piscicultures extensives en étangs, des autorisations individuelles de destruction par tir de spécimens de l'espèce *Phalacrocorax carbo sinensis*, dans les zones de piscicultures extensives en étangs et sur les eaux libres périphériques, peuvent être

délivrées, à leur demande, aux exploitants de pisciculture ou à leurs ayants droit ainsi qu'aux personnes qu'ils délèguent, dans les conditions déterminées en annexe 1 au présent arrêté.

Sont considérées comme piscicultures les exploitations définies à l'article L. 431-6 du Code de l'Environnement ainsi que les plans d'eau visés aux articles L. 431-4 et L. 431-7 dudit code, exploités pour la production de poissons.

ARTICLE 2 –

Dans les conditions fixées en annexe 2 au présent arrêté, des opérations de destruction par tir de spécimens de l'espèce *Phalacrocorax carbo sinensis* peuvent être organisées par des agents assermentés mandatés à cette fin par le Préfet, sur les sites où la prédation de grands cormorans présente des risques pour des populations de poissons menacées.

Dans le cadre fixé par les organisateurs, toute personne, titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et dûment mandatée à cet effet, pourra participer à ces opérations.

ARTICLE 3 –

Les tirs peuvent être effectués dans la période comprise entre la date d'ouverture de la chasse pour l'ensemble des espèces de gibier d'eau sur tous les territoires définis à l'article L. 424-6 du Code de l'Environnement et le dernier jour de février.

Toutefois, **afin d'éviter l'installation de cormorans pré-hivernants**, les tirs pourront débuter dès la première date d'ouverture du gibier d'eau, soit le 21 août 2013.

Si des opérations d'alevinage ou de vidange interviennent au-delà du 28 février 2014, la période d'autorisation de tir sur les seules piscicultures extensives en étang est prolongée jusqu'à la date de fin de ces opérations sans pouvoir toutefois dépasser le 30 avril 2014 ; les tirs sur les sites de nidification des oiseaux d'eau étant alors évités et sous réserve que les exploitants concernés s'engagent à ne réaliser aucun effarouchement sonore à l'aide de canons à gaz au cours du mois d'avril.

Dans les territoires où le maintien de la pisciculture extensive contribue fortement à l'entretien et à la qualité des milieux naturels et afin de limiter l'installation de cormorans nicheurs à proximité des piscicultures, des autorisations de tirs pourront être délivrées jusqu'au 30 juin 2014. Les demandes sont à adresser à la directrice départementale des territoires.

ARTICLE 4 –

Les tirs sont suspendus une semaine avant les opérations de dénombrement national du grand cormoran et d'autres oiseaux d'eau dont les dates sont portées à la connaissance des personnes autorisées à réaliser les prélèvements de cormorans.

ARTICLE 5 –

Au cas où l'un des quotas visés aux annexes 1 et 2 ne serait pas atteint, il pourra être autorisé par arrêté préfectoral complémentaire l'augmentation du quota atteint par tout ou partie du solde d'un quota non atteint.

ARTICLE 6 –

Les bagues récupérées sur les oiseaux tirés sont adressées à la Fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique - 49, route d'Olivet - 45100 ORLEANS-LA-SOURCE qui les transmettra au Muséum National d'Histoire Naturelle.

ARTICLE 7 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Territoires du Loiret, le Chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage du Loiret, les lieutenants de l'ovierie du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à ORLÉANS, le **21 AOUT 2013**
Le Préfet,
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Secrétaire Général Adjoint


Etienne GENET

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R. 421-5 du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à :
M. le Préfet du Loiret
Service de la Coordination Interministérielle, Mission Affaires Générales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif :
28, rue de la Bretonnerie 45057 ORLEANS CEDEX 1.

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévus à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

**Annexe 1 de l'arrêté préfectoral :
Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs**

La demande visée à l'article 1^{er} du présent arrêté est adressé à la directrice départementale des territoires du Loiret.

Au vu, notamment, des dégâts de cormorans observés au cours des saisons précédentes, les territoires sur lesquels des autorisations peuvent être délivrées sont les suivants : Sologne, Val de Loire, Orléanais, Berry, Puisaye, Petite Beauce, Gâtinais de l'Est et de l'Ouest.

Les bénéficiaires d'autorisation doivent respecter les règles de la police de la chasse, notamment être munis de leur permis de chasser validé pour la saison cynégétique en cours.

Les tirs ne sont autorisés que le jour, soit durant la période qui commence une heure avant le lever du soleil au chef-lieu du département et finit une heure après son coucher.

Les tirs dans les secteurs d'eaux libres périphériques aux piscicultures peuvent intervenir jusqu'à 100 mètres des rives du cours d'eau ou du plan d'eau. En fonction des situations et des circonstances particulières au voisinage des piscicultures, cette limite peut être reportée à l'initiative du préfet, dans le respect des zones de protection existantes.

L'usage de la grenaille de plomb est interdit pour effectuer les tirs.

Les prélèvements sont effectués dans la limite du quota départemental.

Les bénéficiaires d'autorisation rendent compte du lieu et du nombre d'oiseaux détruits à l'aide des imprimés type à retourner au plus tard le 15 janvier 2014 pour le bilan arrêté au 31 décembre 2013 puis le 15 mai 2014 pour le bilan arrêté au 30 avril 2014.

A défaut de la transmission au préfet de ces deux compte-rendus par le bénéficiaire de l'autorisation, il ne peut être délivré de nouvelle autorisation pour l'année suivante.

Les autorisations préfectorales individuelles sont présentées à toute réquisition des services de contrôle ; elles peuvent être retirées en cas de non-respect des conditions imposées pour son utilisation ou dans le cas où le quota départemental précité a été atteint.

Annexe 2 de l'arrêté préfectoral :
Opérations au profit de populations de poissons menacées sur plan d'eau et cours d'eau,
hors piscicultures

Tirs sur la Loire :

Les sites d'intervention sont les suivants :

- dortoirs ou reposoirs de grands cormorans situés sur la Loire, notamment sur les communes suivantes : Beaulieu-sur-Loire, Saint-Firmin-sur-Loire, Ousson-sur-Loire, Châtillon-sur-Loire, Briare, Dampierre-en-Burly, Sully-sur-Loire, Saint-Benoît-sur-Loire, Guilly, Sigloy, Châteauneuf-sur-Loire, Mareau-aux-prés, Beaugency et Tavers,
- ballastières qui ont fait l'objet de travaux de connexion hydraulique avec la Loire afin de créer des zones de frayères par la fédération du Loiret pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

La coordination des opérations de régulation sur les dortoirs ou reposoirs de grands cormorans situés sur la Loire sera assurée par les lieutenants de louveterie du Loiret dans le cadre de la mise en œuvre d'opérations de tirs concertées pour la destruction des grands cormorans.

Les personnes procédant aux tirs doivent respecter les règles de la police de la chasse, notamment être munies de leur permis de chasser validé pour la saison cynégétique.

Les tirs sont réalisés jusqu'à 100 mètres des rives du cours d'eau ou du plan d'eau. En fonction des situations et des circonstances particulières, cette limite peut être reportée à l'initiative du Préfet, dans le respect des zones de protections existantes.

L'usage de la grenaille de plomb est interdit pour effectuer les tirs.

Tirs sur les zones de frayères :

Afin de protéger les zones de frayères existantes sur les eaux libres, à l'intérieur des régions Sologne, Val de Loire, Orléanais, Berry, Puisaye, Petite Beauce, Gâtinais Est et Ouest, il pourra être procédé à des opérations de tir de grands cormorans sur ces zones de frayères. Ces opérations feront l'objet d'une autorisation spécifique délivrée par la directrice départementale des territoires du Loiret, après avis de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques. Ces tirs seront réalisés par des personnes assermentées, désignées nominativement dans cette autorisation.

Quota attribué aux opérations au profit de populations de poissons menacées :

Les prélèvements sont effectués dans la limite du quota départemental qui sera notifié par la Direction Départementale des Territoires aux personnes en charge des opérations au profit des populations de poissons menacées.

Bilan :

Chaque opération de tir fait l'objet d'un compte rendu adressé au Préfet.